

La mutation social-libérale de la social-démocratie

mardi 4 août 2015, par Michel Cabannes

Le projet de la gauche réformiste comportait, dès ses débuts, la primauté du social et la primauté du politique, dans le respect de l'économie de marché et des institutions démocratiques. Au niveau des objectifs, la justice sociale était prioritaire, y compris dans les textes « révisionnistes » : « Le sens du socialisme a toujours été et demeure d'éliminer les privilèges des classes dirigeantes et d'apporter à tous les hommes la liberté, la justice et le bien-être » (Programme de Bad-Godesberg du parti social-démocrate allemand, 1959). Au niveau des moyens, les choix collectifs devaient l'emporter sur les forces du marché et sur les grands intérêts privés. Cette primauté, qui ne signifiait pas la négation du marché, traduisait la volonté de concrétiser la démocratie dans l'économie à tous les niveaux. La gauche réformiste préconisait l'État social pour améliorer la condition des travailleurs et l'économie mixte pour maîtriser l'économie. Elle bénéficia de l'apport des théories hétérodoxes (Keynes, école suédoise) qui légitimaient l'interventionnisme au cours des années 1930. Le modèle social-démocrate s'est épanoui dans le contexte du fordisme après 1945. Il comprenait le plein emploi, une protection sociale étendue, une fiscalité redistributive, un droit du travail protecteur et des services publics efficaces. La complémentarité entre le progrès social et la croissance permettait le plein emploi et la hausse des revenus. L'offre de compromis de la social-démocratie représentant les salariés rencontrait l'intérêt des firmes d'assurer les débouchés au plan national. Les programmes économiques de la gauche divergeaient de ceux de la droite pour les objectifs (plein emploi et justice sociale plutôt que stabilité monétaire) et pour les instruments (action budgétaire et contrôles administratifs plutôt qu'action indirecte). Le modèle a d'autant mieux réussi qu'il s'appuyait sur un bon dynamisme économique et des rapports sociaux coopératifs (pays scandinaves, Autriche).

Le modèle social-démocrate, déjà mis en difficulté durant la crise des années 1970, n'a pas survécu au passage du capitalisme de compromis au capitalisme néolibéral à partir des années 1980. La gauche au pouvoir a subi l'influence du néolibéralisme, qui a pour but de libérer le marché et la logique de la rentabilité des contraintes politiques et sociales pouvant les entraver. La priorité au politique et la priorité au social ont été mises en cause par la montée générale des objectifs de compétitivité et d'attractivité. Il s'est produit une dilution de la social-démocratie dans la logique marchande dominante dans le cadre du capitalisme financiarisé et mondialisé. Les concessions

initiales sur la priorité au politique à travers la perte des outils d'intervention ont conduit à des concessions ultérieures sur la priorité au social. Aujourd'hui, les partis socialistes et sociaux-démocrates en Europe parviennent à un carrefour : poursuivre la voie actuelle au risque de se diluer dans le néolibéralisme, ou bien changer de cap par la recherche d'une alternative pour retrouver les objectifs initiaux en construisant un autre cadre organisationnel.

I. La trajectoire du social-libéralisme

Le passage de la social-démocratie au social-libéralisme à la suite du tournant des années 1980 signifie l'acceptation du cadre économique néolibéral et le maintien de l'objectif de la préservation de l'État social. Le projet social-libéral cherche à concilier le libéralisme et le social. « Un social-libéral est quelqu'un qui croit aux lois du libéralisme économique, mais qui sait que, spontanément, le bénéfice social en est douteux et du moins lointain, et qui considère par conséquent que le pouvoir politique doit faire quelque chose pour que les retombées positives sur le plus grand nombre soient mieux assurées, et si possible, plus rapprochées » (D. Taddei, 2001). Mais l'expérience récente montre que le social-libéralisme n'est pas un modèle figé. Sa composante libérale tend à s'étendre au détriment de sa composante sociale, sous la pression des contraintes de la compétition mondiale et intra-européenne, surtout depuis le début de la crise actuelle.

La dynamique du social-libéralisme en Europe

Dès le début des années 1980, la gauche de gouvernement a subi le choc du passage du capitalisme de compromis au capitalisme néolibéral et du tournant des politiques économiques initié aux États-Unis (R. Reagan, politique monétaire Volcker) et au Royaume-Uni (M. Thatcher). Elle a été amenée à construire des compromis dans des conditions de plus en plus difficiles. Le projet social-démocrate a été mis en cause dans ses deux aspects. Au niveau des objectifs, la primauté du social a été rétrogradée : le plein emploi et la réduction des inégalités passent après les exigences de la rentabilité. Au niveau des moyens, la primauté du politique sur les forces du marché a été remplacée par son contraire dans de nombreux domaines. La

gauche a été attirée par le néolibéralisme, tout en voulant garder une dimension sociale. Elle a adapté ses politiques de manière différenciée et progressive en fonction des réactions prévisibles de la population.

La gauche au pouvoir a commencé par réorienter les politiques à résonance sociale limitée à partir du début des années 1980. Elle a appliqué des politiques macroéconomiques de stabilité et des politiques d'offre incluant la limitation du coût du travail en cessant de privilégier les considérations d'emploi et de demande. Elle a également accepté d'opérer une libéralisation économique et financière sur le plan international. Elle a décidé en outre des réformes structurelles de libéralisation au plan interne : la déréglementation des marchés (finance, biens et services) et les privatisations des entreprises surtout à partir de la fin des années 1980. Elle a par ailleurs souvent accepté d'opérer des réformes fiscales axées davantage sur l'attractivité et des réformes des services publics introduisant la concurrence et limitant le périmètre des administrations publiques. À la fin des années 1990, les convergences avec la droite étaient fortes pour les politiques macroéconomiques, pour les déréglementations et pour les privatisations, mais elles étaient encore faibles pour les réformes de la protection sociale et du marché du travail.

Dans un second temps, la gauche de gouvernement a commencé à réformer des politiques à résonance sociale forte, pouvant susciter des résistances dans sa base sociale. Il s'agit essentiellement des réformes du marché du travail et de la protection sociale (retraites, assurance maladie, allocations chômage). L'Allemagne de G. Schroeder a joué à cet égard un rôle précurseur au début des années 2000, servant de référence ensuite aux « élites » de l'Union européenne. Mais c'est surtout depuis la crise de 2008-2009 et la montée des dettes souveraines que la gauche au pouvoir a intégré des reculs de l'État social dans divers pays européens. Le rapprochement des politiques économiques de la gauche et de la droite s'est alors élargi à la plupart des domaines. Un « consensus de Bruxelles » a émergé sur la régulation macroéconomique et sur les politiques structurelles, notamment sur l'État protecteur. Mais le plus spectaculaire a concerné les politiques des pays périphériques en crise (Grèce, Portugal, Espagne). Non seulement, dans ces pays, les sociaux-démocrates ont pratiqué des politiques proches de celles de la droite, mais de plus, au niveau européen, ils ont validé les politiques d'hyper-austérité imposées, ce qui a suscité d'ailleurs la progression d'une gauche radicale.

La dynamique du social-libéralisme en France

En France, la gauche gouvernementale a libéralisé l'économie et privilégié la stabilité tout en voulant maintenir l'État social. Sa contribution au renforcement du marché a été décisive : « C'est François Mitterrand – avec Pierre Bérégovoy – qui a déréglementé l'économie française et l'a largement ouverte à toutes les formes de concurrence. C'est Jacques Delors qui a été, à Paris comme à Bruxelles, l'un des bâtisseurs de l'Europe monétaire avec les évolutions politiques qu'elle impliquait sur le

plan des politiques macroéconomiques. C'est Lionel Jospin qui a engagé les regroupements industriels les plus importants quitte à ouvrir le capital d'entreprises publiques (...). Cessons donc de revêtir des oripeaux idéologiques qui ne trompent personne. » (F. Hollande, 2006). Mais la gauche française a voulu aussi préserver l'État social, à la différence de la droite et probablement davantage que d'autres gauches en Europe. En France, c'est la droite qui a mené la plupart des réformes ayant pour but de « flexibiliser » le marché du travail et de réduire les prestations sociales (B. Amable, 2014). Cela tient surtout aux attentes des bases sociales respectives, celle de la gauche étant davantage attachée à la défense du modèle social.

La trajectoire des politiques de la gauche en France a connu deux moments d'accélération, en 1983 et en 2012. Lors du tournant de 1983, après une politique de relance et de réformes de gauche en 1981-1982, F. Mitterrand a mis le cap sur la rigueur en choisissant le maintien du franc dans le SME. Loin d'être une parenthèse, ce choix a obligé le pays à suivre le régime de croissance allemand fondé sur la stabilité. Il a inséré la France dans le capitalisme néolibéral au nom de l'Europe. Il a substitué au rêve d'une transformation socialiste du pays la perspective de la construction d'une Europe qui prenait alors le virage néolibéral. Par la suite, M. Rocard et L. Jospin ont respecté ce cadre, mais ils ont gardé les fondamentaux de la gauche en introduisant des innovations dans la politique sociale et dans la politique de l'emploi. Depuis 2012, la gauche gouvernementale a franchi une nouvelle étape dans la normalisation sous la présidence de F. Hollande, Elle applique une politique d'alignement sur les normes budgétaires européennes par la baisse de dépenses publiques, la hausse de la fiscalité des ménages et une politique de l'offre favorable aux entreprises. Depuis 2014, le gouvernement de Manuel Valls a entamé en outre la poursuite de la libéralisation des structures économiques (loi Macron principalement) et de limitation de la protection sociale (retraites et allocation familiales notamment). L'évolution vers le néolibéralisme semble toutefois bridée en France par la crainte de trop fortes réactions négatives sur le plan politique.

II. Les ressorts de la trajectoire

Le mouvement a été impulsé par des choix initiaux de libération des forces du marché sans création de pouvoirs supranationaux, ce qui a généré des engrenages rapprochant les choix économiques de la gauche et de la droite. Il a été conforté par l'adhésion croissante des gestionnaires à des idées économiques néolibérales. Il a bénéficié surtout de mutations économiques, sociales et culturelles dans la société, avec des effets accentués dans les partis socialistes et sociaux-démocrates.

Des choix structurants générateurs d'engrenages néolibéraux

Le rapprochement des politiques économiques de la gauche et

de la droite résulte pour une part des contraintes générées par des choix initiaux concernant la libéralisation internationale et les règles européennes. La gauche de gouvernement a d'abord contribué à la libéralisation des flux réels et des flux financiers au niveau mondial et au niveau européen, sans construire des coordinations et des pouvoirs supranationaux pour les maîtriser. Elle a ensuite accepté les règles européennes encadrant la politique monétaire, la politique budgétaire et la libéralisation des économies des pays membres de l'Union européenne. « Loin d'avoir été les spectateurs de l'édification du projet ordo-libéral qui guide aujourd'hui la politique de l'UE (avec comme piliers la libre circulation des capitaux, l'indépendance de la BCE et la stabilité des prix), les sociaux-démocrates ont joué le rôle de cobâtitseurs » (De Waele J.-M., Escalona F., Vieira M., 2014). Des socialistes français, dont Jacques Delors et plusieurs de ses proches, ont pris une part décisive dans ces orientations (Abdelal Rawi, 2007).

Ces choix de libéralisation mondiale et de normes européennes ont entraîné la multiplication des contraintes sur les politiques économiques. Ces limitations ont fonctionné comme un piège pour la gauche, mettant en cause à la fois la primauté du politique sur l'économie et la primauté du social dans les politiques publiques. Au nom de la modernité, la gauche européenne a intégré dans ses programmes l'essentiel de la panoplie des politiques économiques et sociales de la droite. L'objectif principal est devenu d'assurer la compétitivité maximale plutôt que de limiter l'extension d'une logique de guerre économique. Depuis la fin des années 1990, les dirigeants de la gauche au pouvoir ont confirmé leur consentement à ces contraintes, car, faute d'une volonté commune, ils n'ont pas œuvré pour une alternative au niveau européen, même lorsqu'ils ont été au pouvoir dans une majorité de pays de l'Union européenne. Ces contraintes sont probablement la cause majeure de l'acceptation par la gauche de reculs sur l'État social, ce qui déporte le social-libéralisme vers le néolibéralisme.

L'évolution idéologique privilégiant la gestion

En Europe, les conceptions économiques et sociales de la gauche gouvernementale ont évolué, surtout sous l'influence des gestionnaires publics, en direction de l'approche ordo-libérale. Les idées social-libérales ont pris leur essor surtout au cours des années 1990, quelque temps après la révolution néolibérale et peu après la chute des régimes communistes. Au nom des impératifs de la compétition internationale, on se rallie à une stratégie visant à adapter l'organisation et les comportements : libéraliser les marchés, limiter le secteur non marchand, favoriser la compétitivité et la rentabilité, créer un bon environnement pour les entreprises et adapter les individus au marché du travail. Mais cela n'exclut pas la volonté d'aider les plus démunis et de préserver une égalité des chances dans l'accès au marché du travail. En Europe, ces idées ont progressé dans les partis sociaux-démocrates et cela s'est traduit par leur programme économique commun de 1998. Certains d'entre eux, comme T. Blair et G. Schroeder, sont allés plus loin en

préconisant la « troisième voie », qui va jusqu'à mettre en cause « l'assistanat » qui résulterait de l'État social et même le clivage entre la gauche et la droite en matière économique ».

En France, au cours des Trente Glorieuses, même la gauche réformatrice proche de P. Mendès-France était nettement interventionniste. Les gestionnaires publics socialistes ont intégré dès les années 1980 des idées économiques néolibérales concernant la mondialisation de la finance et des échanges, ainsi que la libéralisation des structures économiques internes. Ils se sont aussi souvent éloignés du keynésianisme, au point de rejoindre parfois les vues orthodoxes au plan macroéconomique. Quelques-uns d'entre eux ont même intégré des vues régressives sur l'État social. Le Parti socialiste, qui avait conservé longtemps une doctrine anticapitaliste pour des raisons de tactique politique (par rapport au Parti communiste en particulier), a assumé son réformisme dès le début des années 1990, mais il a été hostile à la « troisième voie » sous l'influence de L. Jospin. Mais ceci n'a pas empêché par la suite François Hollande de nommer Premier ministre Manuel Valls qui en est très proche. Pour ce dernier, « la seule question qui vaille, c'est comment orienter la modernité pour accélérer l'émancipation des individus » (*L'Obs*, 22 octobre 2014).

De puissantes forces d'impulsion

Sur le plan économique, le capitalisme s'est transformé, se libérant notamment de la tutelle des États et de la pression des salariés avec la mondialisation et la financiarisation, ce qui a fait disparaître les bases sociales et nationales du compromis de la période antérieure. L'émergence du capitalisme néolibéral à la place du capitalisme fordiste a remis en cause le modèle social-démocrate de compromis social. De plus, la réduction tendancielle de la croissance au cours des dernières décennies a contribué à l'abandon du compromis sur le partage du revenu entre salaires et profits et au freinage de la progression des budgets publics et sociaux.

Sur le plan social, le basculement du rapport de force au détriment des salariés, qui est en partie lié au passage au capitalisme néolibéral, a joué un rôle très important, mettant en cause les bases du compromis social-démocrate qui supposait des salariés en position de force. La montée des couches de salariés économiquement et culturellement favorisées a contribué à des choix économiques néolibéraux et à des choix sociétaux permissifs. Enfin, la montée de l'individualisme a entraîné une relativisation de la valeur d'égalité au profit de valeurs plus compatibles avec la logique du marché, comme la diversité et la non-discrimination. Dans ce mouvement, il existe une grande asymétrie entre la force des facteurs d'impulsion et la faiblesse des forces d'opposition, essentiellement situées au sein le monde du travail. Cela explique la poursuite du processus depuis le début de la crise, alors qu'on aurait pu s'attendre à l'inverse.

Sur le plan politique, plusieurs facteurs propres à la gauche de gouvernement agissent dans le même sens. Au niveau des dirigeants, la culture du compromis dans la social-démocratie et

la stratégie de minimisation des risques favorisent une tendance au refus d'un affrontement avec les puissances économiques et financières. La prédominance des élus au sein des partis socialistes joue en faveur des options les plus modérées, d'une faible formation théorique des militants et de la minoration du rôle des débats d'idées. De plus, les valeurs de la gauche (notamment le progrès, l'ouverture et l'émancipation) la rendent plus réceptive aux idées néolibérales qu'aux idées conservatrices ou réactionnaires. En outre, l'osmose avec les milieux économiques et financiers a augmenté à mesure que la gauche a occupé durablement les responsabilités gouvernementales. Enfin, il existe des mécanismes auto-validants de la dérive : les politiques social-libérales influencent, par le jeu des flux d'entrée et de sortie des adhérents, les compositions sociales et politiques des partis socialistes et sociaux-démocrates dans un sens qui contribue ensuite à leur validation (cf. le congrès de Poitiers du Parti socialiste).

III. Poursuivre ou changer de cap ?

La social-libéralisation de la gauche de gouvernement participe au maintien des structures du capitalisme néolibéral financiarisé, et donc à la pérennisation de ses effets régressifs sur la société. C'est d'abord un facteur de malaise social, notamment en lien avec la montée des inégalités et avec la fragmentation sociale. C'est ensuite un facteur de malaise politique en raison du brouillage du clivage gauche-droite au plan économique et du reflux de la démocratie appliquée à l'économie qui en résulte. Cela crée également un fossé qui s'élargit entre la gauche et les milieux populaires qui figurent souvent parmi les perdants de la globalisation. Cela contribue enfin à la crise politique de la gauche de gouvernement en France et en Europe. Depuis 2008, la gauche au pouvoir n'a pas saisi l'occasion de la crise pour proposer un projet alternatif qui aurait eu sa légitimité, contrairement à ce qui s'était produit après la crise des années 1930.

La gauche de gouvernement est aujourd'hui devant un choix décisif : maintenir ou changer de cap. La poursuite de la voie social-libérale doit impliquer la réduction de la composante sociale au profit de la composante libérale du social-libéralisme qui est un composé chimique instable. Dans la trajectoire du néolibéralisme, il est difficile de s'arrêter sur le seuil de l'État social. On peut s'attendre à un renforcement de la sélectivité de la protection sociale pour réduire son ampleur, et à un essor du social de compétition pour préparer les individus à affronter la concurrence. Sur le plan international, on peut prévoir l'acceptation moyennant quelques ajustements d'une « déferlante » d'accord internationaux pour accentuer la libéralisation des échanges au profit des multinationales (TAFTA, CETA, TISA...). Dans cette perspective, les ambitions de la gauche pourraient alors se réduire à l'aide aux plus démunis, à la réduction des discriminations et à la poursuite de l'égalité des chances. Elles seraient contrecarrées par la persistance de structures économiques générant des mécanismes inégalitaires.

Une droite modérée pourrait se retrouver assez facilement sur ces objectifs. L'approfondissement de la voie social-libérale, hypothèse probable compte tenu des rapports de force actuels, ne peut permettre de résoudre les problèmes structurels, faute de réformer l'organisation économique.

Une bifurcation s'impose à la gauche pour éviter les impasses de l'option précédente. Une voie alternative doit viser un développement axé sur les besoins prioritaires à fort contenu en emploi et sobre écologiquement. Pour cela, il faut se donner les moyens de maîtriser l'économie, notamment par le contrôle de la finance, par la reconsidération de la mondialisation et par la réorientation de la construction européenne. Il s'agit de subordonner le capitalisme aux choix de la société définis démocratiquement. La gauche doit s'appuyer sur les initiatives multiples qui émergent dans la société civile et retrouver une capacité idéologique pour élaborer une stratégie autonome par rapport au courant néolibéral. Elle doit simultanément resserrer les liens internationaux pour créer des lieux de décision qui établissent la primauté des choix collectifs et la primauté du social et de l'écologie sur le marché. Cela pourrait permettre à la gauche de retrouver son identité et à la société de retrouver sa cohésion.

Bibliographie

- Abdelal Rawi, 2007, *Capital rules, the construction of global finance*, Harvard University Press, Cambridge.
- Amable B., 2014, « La grande coalition française néolibérale », *Libération*, 20 janvier.
- Bailey D., De Waele J.-M., Escalona F., Vieira M., 2014, *European social-democracy during the global crisis*, Manchester University Press.
- Blair T., Schroeder G., 1999, *Texte du Manifeste et analyses critiques*, Notes de la Fondation Jean Jaurès n°13.
- Cabannes M., 2013, *La trajectoire néolibérale*, Le Bord de l'eau, Lormont.
- Cabannes M., 2015, *La gauche à l'épreuve du néolibéralisme*, Le Bord de l'eau, Lormont.
- Cohen D., Bergougnoux A., (dir), *Le socialisme à l'épreuve du capitalisme*, Fondation Jean Jaurès, Fayard, Paris.
- De Waele J.-M., Escalona F., Vieira M., 2013, *The Palgrave handbook of social-democracy in the European Union*, Palgrave Mac Millan, Londres.
- Escalona F., 2011, *La social-démocratie, entre crises et mutations*, Fondation Jean Jaurès, « Les essais », Paris.
- Fondation Gabriel Péri, 2012, *Les politiques économiques de la gauche en France, 1936-2002*, éditions de la Fondation Gabriel Péri, juin.
- Hollande F., 2006, *Devoir de vérité*, Stock.
- Lavelle A., 2008, *The death of social-democracy : political consequences in the 21st century*, Ashgate, Aldershot.
- Marlière Ph., 2008, *La social-démocratie domestiquée, La voie blairiste*, Aden Bruxelles.

- Taddei D., 2001, « Keynésiens et/ou sociaux-libéraux ? »,

L'Économie politique, n° 11.

- Valls M., Entretien, *L'Obs*, 22 octobre 2014.